

Édito : Malgré les difficultés actuelles, nous avons pu tenir une Assemblée Générale riche ce samedi 28 novembre. Près de 40 comités présents, plus de 80 participants ! Une réussite qui est aussi la marque d'une situation dégradée du droit à la santé.

Sommaire :

- **L'écho des comités : pages 2, 3, et 4**
- **Autres infos locales : pages 4 et 5**
- **Dossiers :**
 - **Intervention de Michèle Leflon dans l'Huma : page 6**
 - **M. Le 1^{er} Ministre à Brest : page 6**
 - **Psychiatrie, lettre du Printemps aux parlementaires page 7**
- **Culture et santé :**
 - Les graphistes ont « la parole » : page 7**

L'écho des comités :

CONCARNEAU - 29

Communiqué de presse du comité

Polémique ou réquisitoire ?

Un article paru récemment dans la presse locale pour pointer la mauvaise gestion de la crise du Covid 19 par le gouvernement a fait réagir les élus locaux de la République en Marche volant au secours de nos gouvernants.

Le comité de défense de l'hôpital de Concarneau n'a pas pour vocation de se lancer dans un débat politique, mais il tient à souligner la responsabilité du gouvernement actuel, comme des précédents depuis plus de 30 ans dans la catastrophe sanitaire que nous subissons.

[Le communiqué](#)

AUBAGNE - 13

Le comité demande le bilan du Covid à l'ARS

Alors que nous vivons une crise sanitaire sans précédent, les 3 collectifs de défense de l'hôpital public d'Aubagne (citoyens, médecins et maires) constatent combien il était important de se mobiliser pendant 4 ans pour le maintien du service de réanimation du centre hospitalier Edmond Garcin.

Rappelons-le, le service réanimation de l'hôpital d'Aubagne reste à ce jour le seul service de réanimation public entre Marseille et Toulon, couvrant ainsi un territoire de plus de 240 000 habitants.

[Le communiqué](#)



Comité de défense des
Hôpitaux publics de Dole

Info-flash

n°1- 23 nov 2020

Comité de défense des hôpitaux publics de Dole

37 C'est le nombre de communes du bassin dolois, qui à ce jour, ont pris une délibération en Conseil Municipal pour apporter leur soutien à la santé et aux hôpitaux publics de Dole, à la demande de notre comité. D'autres nous annoncent leur prochain vote en ce sens.

⇒ Lire la délibération, les articles de presse à ce sujet : <http://www.defense-hopitaux-dole.fr/delib.pdf>

La situation COVID au CHS St Ylie : Le syndicat des personnels CGT alerte sur le maintien en poste de soignants vulnérables ou porteurs du COVID asymptomatiques. Le manque de personnel ne doit pas mettre en danger ces personnels et leurs patients. Ils doivent pouvoir rester chez eux !

A l'Hôpital Pasteur : Plus d'interventions chirurgicales programmées et plus de consultations en chirurgie depuis fin octobre avec la mise en place du Plan blanc. Nous réaffirmons bien fort, que TOUTES les activités de chirurgie (ambulatoire et conventionnelle) doivent être maintenues à l'Hôpital public. Pour cela, il faut recruter des chirurgiens avant les départs en retraite prévus.



REANIMATION : *« Il s'agit de revenir au bon sens pour les services publics essentiels pour la population. L'application aux services d'incendie de la même logique qu'à l'hôpital signifierait la fermeture de nombreux centres de secours et l'envoi à la casse de nombreux engins car ils ne servent que trop peu souvent. Serait-ce acceptable ? Non, comme cela ne doit pas l'être pour les hôpitaux face à des situations de crise récurrentes et donc prévisibles. »*
Dr Christophe Prudhomme, porte parole de l'AMUF (Association des Médecins Urgentistes de France) - Article à lire intégralement sur www.defense-hopitaux-dole.fr



CE QUE JE PEUX FAIRE TOUT DE SUITE : contacter mon/ma maire, si ma commune n'apparaît pas dans la liste de celles qui ont pris une délibération : et lui demander s'il/elle a bien reçu la proposition du comité et tenter de le/la convaincre, si possible.

A la semaine prochaine !

JUVISY – LONGJUMEAU - ORSAY

68.900 signataires de la pétition
20.500 sur change.org et 48.400 sur papier Hôpitaux de Juvisy, Longjumeau, Orsay
Malgré le Covid la casse continue
Résistons

<http://coordination-defense-sante.org/a-la-une-3/hopital-tract-manif-evry-03-12-20/>

MONTREUIL

Rectificatif : la semaine dernière, nous avons attribué au comité de Montreuil la lettre adressée aux parlementaires. C'est une lettre unitaire des organisations de retraité-e-s au plan national. Toutes nos excuses !

TOURS

Jeudi 3 décembre à 15h devant la préfecture : tous les salariés demanderont une égalité de traitement

[sanitaire, social, medicosocial tous pareils](#)

Autres infos locales :

CRETEIL – 94

Rassemblement à 8 h devant l'entrée principale d'H. Mondor en soutien à l'hôpital public et en solidarité avec les personnels de santé

A cette occasion, la Coordination lancera sa commission d'enquête sur la gestion de la COVID19 dans le sud francilien (77 91 94)

[Communiqué de presse de la Coordination du GHU Mondor 30 novembre 2020](#)

Nous ne laisserons pas faire...

Le S.A.U de l'Hôtel Dieu doit rouvrir immédiatement.

« On manque de lits, de services à Paris... A l'hôpital Hôtel-Dieu, des unités peuvent et doivent rouvrir »

Les organisations CGT dénoncent la grave décision prise par Martin HIRSCH et Olivier VERAN d'avoir, en pleine crise sanitaire, sans la moindre concertation et de manière radicale, fermé les urgences de l'Hôtel Dieu et déployé brutalement l'ensemble de ses professionnels.

La crise sanitaire impacte l'ensemble des citoyens et les professionnels de santé en première ligne. L'hôpital Hôtel-Dieu, au cœur de la capitale, a un rôle prépondérant dans l'offre de soins nécessaire à la réponse aux besoins.

De plus, les décideurs ne prennent pas en compte l'ampleur d'une telle décision face à l'ensemble des menaces. Notamment en cas d'attentats, avec une véritable analyse liée au plan VIGIPIRATE éle vé, multipliant les facteurs de risque (covid-19 + VIGIPIRATE élevé), mais aussi de la saturation des activités et des services d'urgences des établissements hospitaliers parisiens en cette période hivernale.

[Le communiqué](#)

SEINE SAINT DENIS - 93

**Notre centre de santé dentaire du 93 ne doit pas fermer !
Pétition à signer en ligne**

La direction de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la Seine-Saint-Denis vient d'annoncer qu'elle veut fermer d'ici le 31 décembre le Centre de santé dentaire qu'elle gère, situé à La Courneuve.

Les chirurgiens-dentistes et assistants ont immédiatement écrit à la direction, et affirment leur détermination à se « battre jusqu'au bout pour le maintien aux droits d'accès aux soins dentaires des patients du 93 ».

Ce centre dentaire est le dernier du département, après que ceux d'Aulnay et d'Aubervilliers ont été supprimés il y a trois ans.

On y soigne tous les habitants de la Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France, le plus frappé par le chômage et les licenciements. Ce centre appartient aux assurés. C'est le nôtre. Hors de question qu'on nous l'enlève !

Dans la diversité de nos sensibilités, nous lançons un appel à tous les élus, militants, syndicalistes, responsables associatifs de la Seine-Saint-Denis, pour empêcher cette fermeture et obtenir que la direction de la CPAM revienne sur son choix.

[La pétition](#)

Dossiers :

Intervention de Michèle Leflon dans l'Huma

1. La pandémie de Covid 19 semble démontrer une forte dépendance de notre système de santé. Dans quelle mesure et dans quels domaines précisément ?
2. Les politiques de libéralisation du secteur de la santé peuvent-elles être incriminées dans cette situation ?
3. Comment en sortir et à quelles conditions ?

<http://coordination-defense-sante.org/wp-content/uploads/2018/01/tribunehumaml.pdf>

Visite de Jean Castex à l'hôpital de Brest: les syndicats mis au placard

Au cours du déplacement du premier ministre dans l'établissement, vendredi, les syndicalistes ont été confinés dans une partie de l'hôpital, avec interdiction d'en sortir. On leur avait pourtant promis, s'ils étaient sages, qu'ils rencontreraient le chef du gouvernement.

[L'article](#)

PSYCHIATRIE

Le Printemps de la Psychiatrie lance un appel aux députés et sénateurs sur la situation de la psychiatrie

Prévenir les isolements, stopper les contentions

Le 19 juin dernier, le Conseil constitutionnel a obligé le législateur à préciser le cadre des pratiques d'isolement et de contention mécanique des patients en psychiatrie en introduisant l'action du Juge des Libertés et de la Détention (JLD). Parallèlement, la Contrôleuse Générale des Lieux de Privation de Liberté (CGLPL) a dénoncé les conditions scandaleuses d'utilisation de ces pratiques.

Le mouvement pour le Printemps de la psychiatrie, rassemblant les soignants, les soignés et les familles de soignés - réunis ce jour en Assemblée générale – tient d'abord à affirmer unanimement que ces deux pratiques ne sont pas de nature thérapeutique. Elles ont une finalité sécuritaire. Les rationalisations qui affirment le contraire doivent être déconstruites.

En ce qui concerne la contention mécanique du patient par des sangles sur un lit, il est établi qu'elle accentue la peur, accroît la souffrance, elle est vécue comme humiliante et au bout du compte constitue un traumatisme pour le patient. Les pratiques alternatives permettent de l'éviter, comme en atteste la raréfaction de ces contentions vers la fin du siècle dernier. Les institutions psychiatriques ayant développé les dispositifs de « soins sectoriels » ont pu se doter de moyens humains, matériels et immatériels (conceptions de soin) jusqu'à faire disparaître les sangles des services de soins. Cela parallèlement à la disparition des murs autour de ces hôpitaux. Cette évolution, améliorant la situation des soignés, suscitait la fierté chez les soignants.

[Le communiqué](#)

Culture et santé :

Des artistes dessinent pour la Santé



[Images hôpital \(formesdesluttés.org\)](http://formesdesluttés.org)

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

COORDINATION NATIONALE

des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)

Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**

Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15

Tél : 09 67 04 55 15

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02